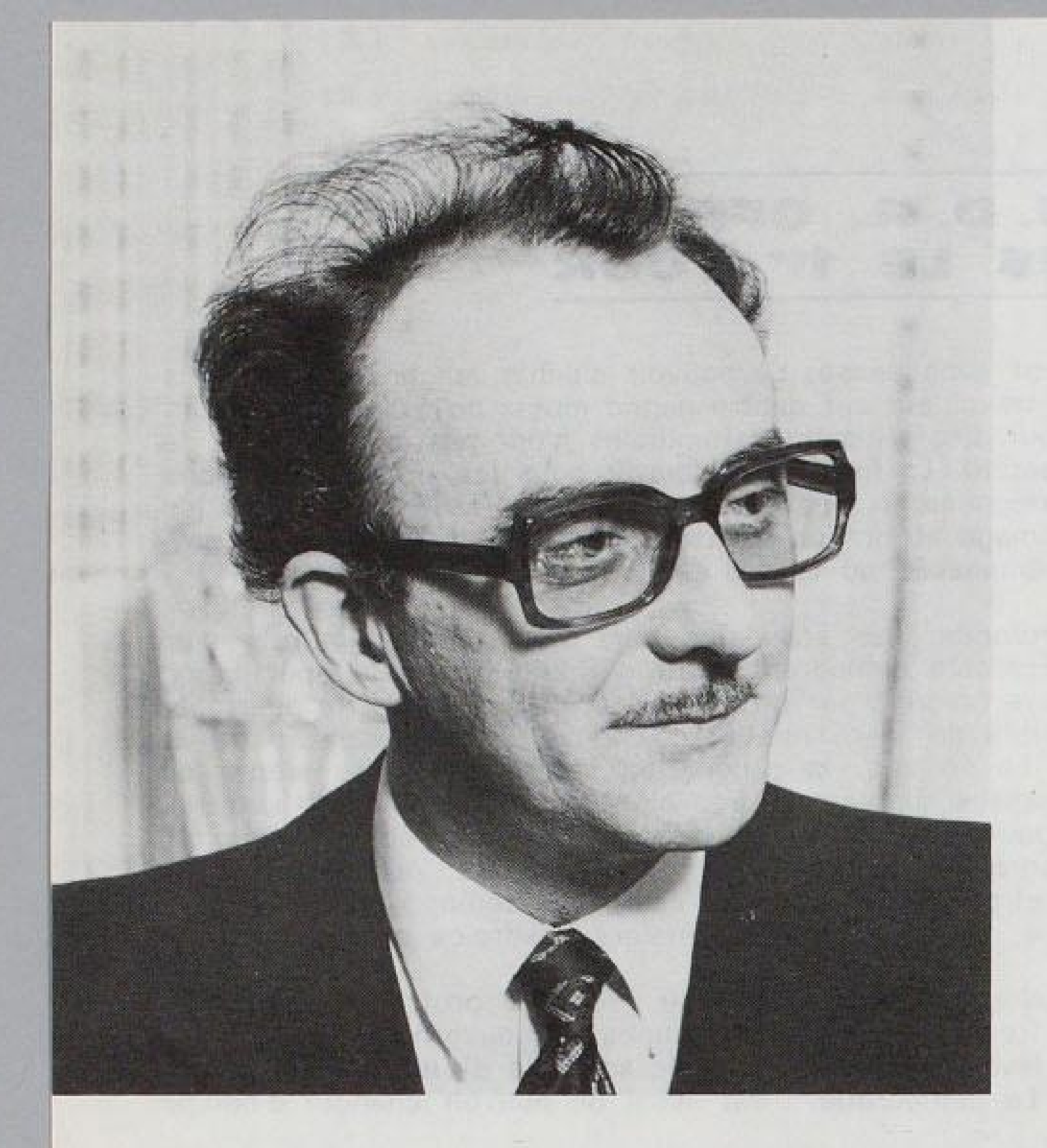


ELECTIONS LEGISLATIVES — 9me CIRCONSCRIPTION

SCRUTIN DU 4 MARS 1973

Madame, Monsieur,

La Gauche unie peut gagner les élections. Bien des choses peuvent changer. Les bas salaires, le chômage, les retraites insuffisantes, la détérioration du niveau de vie de chacun par la montée des prix et des impôts, tout cela peut cesser. Un effort social sans précédent peut être financé demain si l'on met fin aux super-profits, aux gaspillages, à la spéculation, au pillage de l'Etat par les banques.

M. Offroy vous a promis en 1968 l'expansion économique. La région compte aujourd'hui 1.700 chômeurs, record absolu ! C'est le Maire communiste qui a fait venir en 1972 à Dieppe trois usines nouvelles ! M. Offroy et la droite promettent depuis 15 ans le progrès social : si l'indice de richesse est de 2,39 à Paris, il est de 0,67 à Neuville-lès-Dieppe !

Le seul autre choix, c'est la Gauche unie. Cette union est pour beaucoup notre œuvre. Nous veillerons à l'application scrupuleuse du programme commun. Nous saurons protéger l'union contre ceux qui, comme M. Boisson, s'efforcent d'utiliser l'étiquette de la gauche pour mener ensuite une politique de droite.

Saisie de panique à l'idée de perdre ses privilèges, la droite des grandes fortunes s'efforce d'effrayer les français en fabriquant des contes à dormir debout, en caricaturant notre politique. M. Pompidou fait dire qu'il n'accepterait pas le verdict des électeurs : singulière conception de la démocratie ! Le 7 janvier dernier, les électeurs dieppois, face à une telle attitude de la droite, ont confirmé le succès de la gauche !

La vérité c'est que le Programme Commun développera toutes les libertés démocratiques. Les faits parlent pour nous : j'ai introduit à Dieppe, la participation démocratique des habitants à la gestion de la Ville. La droite s'y était toujours refusée.

Bien entendu, nous défendrons la petite propriété individuelle, les commerçants, artisans et agriculteurs contre l'expropriation capitaliste.

Candidat du Parti Communiste Français, j'ai déjà battu l'UDR Offroy en 1970, le centriste Fihue en 1971.

Le 4 Mars, ensemble, nous pouvons donc donner un nouveau succès à la gauche unie dans nos cantons de Dieppe, Eu - Le Tréport, Offranville, Longueville et Envermeu.

Dans le calme et l'ordre républicain, nous placerons notre pays sur la voie de son avenir, de son progrès social et démocratique.

Elu votre député, comme je le fais déjà à la Mairie de Dieppe et au Conseil Général, je défendrai les intérêts de TOUS les habitants de notre 9me circonscription.

Mon ami Jean GARRAUD m'aidera efficacement dans le canton d'Eu.

Vous me donnerez des moyens accrus pour défendre notre région à Rouen et à Paris, pour qu'elle trouve son expansion industrielle, portuaire et touristique, je veillerai personnellement à la mise en œuvre d'un plan de développement économique et social de notre 9me circonscription.

Dès le 4,
votons efficace

Bourgois

IRÉNÉE BOURGOIS

MAIRE DE DIEPPE - CONSEILLER GÉNÉRAL

Candidat du Parti Communiste Français

pour l'union populaire et la victoire du programme commun

COMME EN 1970, POUR BATTRE L'U. D. R. OFFROY ET SA POLITIQUE ANTISOCIALE, DÈS LE 1er TOUR

Les choses ne peuvent plus durer. Les prix montent sans cesse. Le pouvoir d'achat stagne. Des millions de Français vivent dans le besoin. En Seine-Maritime, un travailleur sur quatre gagne moins de 1.000 F. par mois. Des vieux travailleurs doivent subsister avec 12 F. par jour. Les allocations familiales n'ont pas suivi le coût de la vie. La crise du logement s'éternise. Les loyers augmentent. La fiscalité s'alourdit pour les petits et moyens contribuables : leur nombre a doublé en 10 ans. L'enseignement n'est plus gratuit : il faut payer pour les fournitures, l'équipement personnel, le transport. Le chômage atteint un chiffre record depuis 25 ans. Les paysans s'endettent. Leur production est insuffisamment rémunérée au regard des charges qu'ils supportent.

changer la vie pour vivre mieux

Ces difficultés se doublent d'une crise morale profonde. Les scandales sont les enfants naturels d'un régime où le pouvoir et l'argent sont confondus. Les Français comparent leurs difficultés avec la spéculation financière et l'enrichissement des trusts. Dans notre Pays favorisé par la nature, doté d'une industrie puissante et d'une agriculture aux rendements élevés, il est possible de vivre mieux. Le pouvoir et le grand patronat ont dit aux Français « travaillez plus, vous vivrez mieux ». En 10 ans, la production industrielle a augmenté de 65% et la productivité du travail de 84%, mais ces richesses supplémentaires n'ont pas profité à leurs auteurs.

Les hommes de la haute finance qui sont au pouvoir sentent bien que le Pays leur échappe. Ils falsifient les propositions novatrices contenues dans le programme commun de gouvernement présenté par la gauche unie. Ils tentent une nouvelle fois de faire peur et se lancent dans une campagne démagogique. Comment croire que l'UDR et ses alliés réaliseront demain ce que, 15 années durant, malgré l'exercice sans partage du pouvoir, ils ont refusé ?

D'autres, avec le mouvement « réformateur », voudraient récupérer à leur profit, le profond mécontentement qui traverse le Pays ; ceci pour servir demain de force d'appoint aux hommes du gouvernement sans rien toucher aux privilèges des grands trusts qui dominent la Nation. Pompidou sort de son rôle d'« arbitre » et refuse de respecter le choix des électeurs s'il ne lui plaît pas. La démocratie, c'est aussi de pouvoir changer d'équipe si elle ne fait plus l'affaire.

Il faut une autre politique qui donne la priorité à l'intérêt général sur les grands intérêts privés.

une politique sociale hardie

Le programme commun prévoit la politique sociale la plus hardie que notre Pays ait connue, notamment par les mesures suivantes :

— pas de salaire inférieur à 1.000 F.
— majoration des salaires, traitements et pensions et la garantie du pouvoir d'achat avec une échelle mobile basée sur des indices réels
— fixation de la retraite à 75% du salaire des 10 meilleures années sans être inférieure au SMIC avec possibilité de reversion au taux de 60%
— réduction de la fiscalité pour les petits et moyens contribuables
— stabilisation des loyers
— amélioration de la sécurité sociale
— gratuité complète de la scolarité. L'aide aux familles pour favoriser la poursuite des études
— construction de 700.000 logements par an dont les 3/4 d'H.L.M.
— retour aux 40 h. de travail par semaine en 5 jours
— droit de prendre sa retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes
— développement des équipements collectifs mis à la disposition de la population
— promotion de la femme et égalité des droits.

Ces mesures sociales sont gagées par des réformes économiques profondes : nationalisation démocratique des banques d'affaires et des principaux trusts industriels, protection et encouragement aux petites et moyennes entreprises, élaboration démocratique d'un plan de développement.

élargir les libertés démocratiques

Alors que le pouvoir renforce son caractère autoritaire, le programme commun garantit les libertés individuelles et collectives. Sa mise en œuvre fera appel à la participation réelle des travailleurs et des citoyens qui conserveront leur entière liberté de jugement. L'O.R.T.F. ne sera plus le moyen de propagande privilégié du gouvernement, mais l'expression des diverses tendances de la Nation.

La France s'engagera dans une véritable politique étrangère de paix. La construction de la force de frappe sera stoppée et l'industrie nucléaire sera orientée exclusivement vers des buts pacifiques. Le gouvernement prendra des initiatives en faveur de la détente, du désarmement simultané et de la paix. Il favorisera la coopération technique avec tous les Pays du monde sans discrimination.

Le Parti Communiste Français est le plus sûr garant de l'application du programme commun. Opposé au pouvoir des banques depuis 1958, il est le meilleur artisan de l'union populaire.

En votant communiste, vous réparerez une injustice ! puisque s'il faut 30.000 voix pour élire un député UDR, il en faut 130.000 pour un député communiste ! Plus il obtiendra de voix le 4 mars, mieux sera garanti le succès du programme commun.

C'est pourquoi nous vous appelons à voter, le 4 mars prochain, pour le candidat du Parti Communiste Français pour l'union populaire et la victoire du programme commun.

un élu connu de tous, dévoué aux travailleurs

Maire et Conseiller général actif, estimé de la population de la région dieppoise, Irénée BOURGOIS, en moins de deux ans, a su gérer la Ville avec dynamisme et efficacité. Sous sa direction des revendications essentielles ont été acquises pour combattre le marasme économique : classement en zone 1, premières usines installées lycée technique en construction, étude du nouveau quartier de Dieppe par Oscar Niemeyer, l'architecte de Brasilia, démarrage de la rénovation de l'îlot St-Jacques bloquée depuis 15 ans, effort social sans précédent pour la jeunesse, pour les personnes âgées. Cette expérience, celle du militant depuis 25 ans à Dieppe, ancien secrétaire de l'union locale de la CGT, il faut la mettre le 4 mars, au service de toute la circonscription.

POUR PROMOUVOIR L'EXPANSION DE NOS RÉGIONS : UN DÉPUTÉ-MAIRE ACTIF, EFFICACE

IRÉNÉE BOURGOIS

SUPPLÉANT **JEAN GARRAUD** Secrétaire de la Section d'Eu - Le Tréport du P.C.F.

Imp. Bertout - 76810 Luneray

Vu, le Candidat